

La Voix des Communistes



**SPÉCIAL
UKRAINE
Avril 2022**

Journal central du **RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES - Marxistes Léninistes**

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

Ukraine : l'actualité à la lumière du passé

LA VOIX DES COMMUNISTES, avril 2022, no spécial

À l'issue de la 1^{re} Guerre mondiale, un État indépendant a été constitué dans des frontières qui correspondaient approximativement aux territoires habités historiquement par les populations ukrainiennes. L'instauration du pouvoir soviétique en Russie conduisit à un conflit quant au régime politique que devait revêtir l'État d'Ukraine. La victoire des forces révolutionnaires soviétiques dans la guerre civile de 1917-1922 permit la création de la République soviétique socialiste d'Ukraine et son intégration dans la Union des Républiques soviétiques socialistes de Russie. La situation actuelle est le résultat de deux bouleversements successifs : la contre-révolution en URSS initiée par N. Khrouchtchev en 1956, puis la dissolution de l'ex-"URSS".

Ainsi, au bout du compte la Russie s'est transformée en État capitaliste, impérialiste, dominé par la bourgeoisie et prenant une place importante dans la concurrence interimpérialiste au niveau mondial. Et l'Ukraine s'est trouvée dans une situation subordonnée, devant entretenir et développer des liens politiques et économiques dans le contexte complexe du système capitaliste international. Depuis les années 2000 les conflits internes violents se sont accentués, basés sur les divergences politiques et économiques qui traversent la bourgeoisie ukrainienne sous l'influence des impérialismes rivaux - Russie, France et Allemagne dans le cadre de l'Union européenne, USA. L'affrontement militaire actuel entre grandes puissances est l'aboutissement de ces caractéristiques de la société ukrainienne, c'est-à-dire, fondamentalement, du système capitaliste et du pouvoir de la bourgeoisie.

La cause des guerres, c'est le système mondial capitaliste, impérialiste La bourgeoisie des pays impliqués est responsable de la conduite de ces guerres

Du côté des puissances occidentales il y a évidemment les USA, qui agissent en fonction de la tournure que prend la confrontation avec la Russie - confrontation qu'ils ont entretenue activement depuis longtemps. Les instances dirigeants de l'Union européenne, l'Allemagne, la France sont d'une certaine façon - ne serait-ce que de par les facteurs géographiques - plus directement concernées, et mettent en oeuvre une politique marquée à la fois par les liens avec les USA, l'appartenance à l'OTAN, et aussi les intérêts spécifiques déterminés par les liens avec la Russie ainsi que l'Ukraine elle-même.

En France, Emmanuel Macron en tant que président de la République, incarne le pouvoir de la bourgeoisie et donc les intérêts et les visées de celle-ci. Les partis politiques bourgeois font globalement bloc mais sont aussi tiraillés par des différences d'approche.

La propagande des impérialismes opposés à la Russie, pour justifier leurs positions et actions, s'appuie en premier lieu sur l'accusation que le 24 février la Russie a déclenché la guerre. À l'opposé certains détaillent en long et en large en quoi les USA et l'OTAN ont depuis des décennies poussé des pions dans tous les domaines, notamment militaire, pour menacer et encercler la Russie. Entre les deux, un argument de facilité considère que peu importe qui a tiré le premier coup et qu'il faut défendre la paix. Effectivement, un évènement circonstanciel pris isolément ne peut suffire pour juger du fond, mais il ne faut pas non plus se servir de cette idée pour éluder la mise en évidence des objectifs poursuivis par les participants au conflit. Premier coup ou pas, la Russie a pris l'initiative de mener en Ukraine une opération militaire motivée non pas par des intérêts "légitimes" de défense, mais par les intérêts économiques et politiques de l'impérialisme russe.

Pour nous, il est important d'analyser les positions défendues par les forces politiques réformistes ainsi que par les organisations se considérant comme révolutionnaires. Et on peut distinguer certains aspects déterminés autour desquels se polarisent les orientations.

Quand les prises de position reposent sur une vision tronquée de la réalité, les "remèdes" proposés sont inappropriés

En gros, les revendications qui accompagnent les protestations contre la guerre en Ukraine sont de deux types : d'une part des formulations vagues qui ne sont que de vœux pieux, d'autre part des perspectives d'actions concrètes dont les effets éventuels risquent de s'éloigner fortement des objectifs affichés.

La foi en les institutions prétendument universelles est répandue, qu'il s'agisse de l'Organisation des Nations-Unies vue comme "le cadre privilégié d'élaboration des solutions politiques et diplomatiques" ou de la dénonciation de la guerre comme étant "en violation de la souveraineté d'un pays, en violation du droit international et des principes fondateurs de la Charte des nations unies". Le PCF met en avant une démarche conçue dans cet esprit[1] :

Le rôle de notre pays [...] En utilisant son siège au Conseil de sécurité, il doit proposer à l'ONU, de prendre l'initiative de convoquer une conférence pan-européenne extraordinaire de paix et de sécurité collective, réunissant l'ensemble des États européens, avec l'Ukraine et la Russie. Cette conférence serait chargée d'aboutir un règlement négocié global, permettant de traiter les causes du conflit, de rétablir l'indépendance d'une Ukraine non alignée, et d'ouvrir une perspective de paix et de sécurité durable en Europe, sur les bases des principes de l'acte final de la conférence d'Helsinki et de la charte de Paris de 1990.

Tout cela signifie confier la "résolution" des problèmes précisément aux ennemis de la classe ouvrière, aux représentants directs ou indirects de la bourgeoisie internationale. Les tractations que mènent ces derniers resteront d'une façon ou d'une autre dans le cadre des intérêts poursuivis par les impérialistes exploités - souvent le "règlement" des conflits se fera à l'avantage de certaines composantes des forces capitalistes impérialistes et au détriment d'autres, parfois peut-être s'établira un consensus entre l'ensemble de ces forces, mais jamais en faveur de la lutte que mènent les travailleurs pour l'élimination du pouvoir de la bourgeoisie.

Les confédérations CGT, FO, CFTD, CFTC et CFE-CGC, dans leur communiqué cité[2] :

réaffirment avec force le préambule de la constitution de l'OIT (Organisation internationale du travail) affirmant qu'une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale.

Il faut croire en la magie des mots pour ne pas réaliser à quel point cet argument "de choc" est absurde.

D'ailleurs les vœux pieux peuvent aussi se présenter sous la forme de propositions concrètes. C'est le cas par exemple de l'idée concernant "un cessez-le-feu en Ukraine et la mise en oeuvre des accords existants" et "l'arrêt des menaces et des livraisons d'armes à toutes les parties" formulée entre autre par la CGT et, comme dans le communiqué intersyndical avec FO et la CFDT, "l'arrêt immédiat de cette agression et au retrait des troupes russes du territoire ukrainien". On est tenté de demander : "mais pour qui se prennent-ils?" La réponse : ils se positionnent comme s'il s'agissait de commander des soldats de plomb sur un plateau de jeu. En ce qui concerne spécifiquement "la mise en oeuvre des accords existants", il est illusoire de penser que ceux-ci pourraient constituer ne serait-ce qu'un "pis-aller". Dès l'époque (2014-2015) il fallait se voiler la face pour imaginer qu'ils pourraient arranger la situation au-delà du très court terme.

**La lutte des travailleurs et des peuples, exploités et opprimés,
ne connaît pas d'"ennemi principal"
Il faut combattre le système capitaliste impérialiste global,
et non pas telles ou telles grandes puissances séparément**

Depuis longtemps, quand des conflits armés sont en cours dans telle ou telle région, une question particulière ressurgit de façon récurrente, celle concernant la façon de caractériser la nature des parties prenantes - et selon la réponse choisie, en découle une prise de position déterminée face aux événements. D'un conflit à l'autre on constate que la variété des cas de figure est limitée.

Certaines organisations ayant des origines liées historiquement au PCF adoptent des orientations opposées à celle dirigée contre la Russie. Ainsi une déclaration publiée le 13 février cosignée notamment par RC, ANC, PRCF[3] :

Les médias dominants largement liés au complexe militaro-industriel se saisissent de toute occasion pour présenter la Fédération de Russie et la République populaire de Chine comme deux États intrinsèquement agressifs et criminels, menaçant gravement la tranquillité de l'Europe et du monde. [...] la présentation médiatique de la Russie et de la Chine comme les instigatrices de la situation dangereuse, voire explosive, qui prévaut désormais en Ukraine ou en Mer de Chine et ailleurs, relève clairement de la propagande de guerre : il s'agit de créer en Europe une forme d'union sacrée russophobe et sinophobe. S'agissant de l'Ukraine, c'est la poussée continue vers l'Est de l'UE-OTAN depuis 1989 au mépris des engagements pris et sous l'impulsion de l'impérialisme américain et des actuels gouvernements allemand et français qui, en alliance avec les nostalgiques du nazisme au pouvoir à Kiev, qui menace la Russie d'une odieuse revanche historique sur Stalingrad.

Parmi les organisations qui se considèrent révolutionnaires, certains naviguent entre deux eaux, tel que le PCOF[4] :

Nous réaffirmons notre opposition à la politique de confrontation impulsée par les USA et suivie par les dirigeants des États membres de l'Otan, notamment celle de l'impérialisme français. [...] Nous refusons de nous mettre derrière les puissances impérialistes, Russie comprise et *a fortiori* derrière l'impérialisme français, étasunien... Nous dénonçons l'escalade militaire de la Russie en Ukraine.

Donc selon le PCOF la confrontation est "impulsée par les USA", ce à quoi répondrait "l'escalade militaire de la Russie en Ukraine". On sent une certaine réticence à caractériser la Russie, comparée aux USA, comme une grande puissance poursuivant au même titre une politique globale de concurrence interimpérialiste, que les deux pays chacun de son côté cherchent à mettre en oeuvre activement et non pas en réaction à une menace provenant de l'autre.

Sous un autre angle, les défauts des orientations du PCOF apparaissent à travers les déclarations dont il est cosignataire dans le cadre du CIPOML. Une déclaration intitulée "Intensifions la lutte contre la politique de guerre! Unité des travailleurs et des peuples pour le progrès social, les droits démocratiques, le respect de la souveraineté populaire et la paix!" explique[5] :

Nous, en tant que partis et organisations marxistes-léninistes d'Europe, dénonçons la nature impérialiste de la guerre et rejetons la politique belliciste de toutes les forces impérialistes et capitalistes impliquées.

Bien... mais toute la suite du texte biaise vers une argumentation artificiellement rattachée à la question des guerres impérialistes tout en développant une vision réformiste :

Pour les masses laborieuses, les jeunes, les femmes, la guerre signifie de plus en plus de coupes dans les dépenses sociales, une pression plus forte pour augmenter l'exploitation et pour réduire les salaires, la destruction des droits des travailleurs [...] La lutte pour les besoins de la classe ouvrière et des masses populaires est étroitement liée à la lutte contre la guerre et le militarisme, pour une vraie démocratie, pour la paix et pour la solidarité internationale. [...] Du travail, du pain, des services sociaux, des logements, pas la guerre!

On peut faire remarquer que ce dernier pan, réformiste, de la propagande contre les guerres est partagé par RC, ANC, PRCF, signataires de la déclaration citée plus haut. En effet cette dernière explique[6] :

Dans les luttes sociales qui se développent présentement, lions systématiquement la défense de la paix mondiale à la bataille pour les salaires, les services publics, l'emploi et la protection sociale car il existe un lien structurel entre l'euro-austérité et la course au surarmement impulsée par l'oncle Sam et par l'Europe atlantique. Car la désindustrialisation et les délocalisations successives que nos peuples ont subies depuis une trentaine d'années ont contribué à affaiblir toutes les capacités productives dirigées vers le développement et la paix. Ceci a contribué à renforcer constamment le poids relatif du secteur militaro-industriel resté lui sur place [...].

L'OTAN - un instrument des puissances impérialistes occidentales

Pour ce qui est de l'OTAN, une demande fréquemment avancée vise le retrait de la France de cette organisation.

Du point de vue subjectif de ceux qui veulent agir en ce sens, un tel acte devrait signifier que la France se tienne à l'écart des affrontements militaires actuels ou futurs pouvant opposer les pays membres de l'OTAN aux puissances rivales telles que la Russie ou la Chine. Mais que deviendrait la France? Un allié de la Chine sous couvert de l'image de puissance pacifique dont la Chine bénéficie encore aux yeux emboués de certains? Un pays faisant semblant de renoncer à toute prétention à exercer lui-même une domination impérialiste? Laisant de côté les hypothèses farfelues, purement imaginaires, on ne voit pas en quoi la sortie de l'OTAN pourrait impliquer une constellation plus avantageuse pour la classe ouvrière dans son opposition au pouvoir de la bourgeoisie.

Une façon complémentaire d'aborder la question de l'OTAN consiste à viser la dissolution de l'organisation dans son ensemble. De deux choses l'une. Ou bien on considère que la majorité des membres actuels de l'OTAN tiennent toujours à la maintenir en fonctionnement - ce qui est le cas -, alors il est irréaliste de leur demander le sabordement. Ou alors on juge que depuis la constitution de l'OTAN - lorsque le contexte était marqué profondément par l'existence de l'URSS engagée dans la construction d'une société socialiste - les rapports entre les grandes puissances impérialistes et les conditions de leurs rivalités se sont

modifiées de sorte à remettre en cause le bienfondé de l'OTAN comme structure d'alliance et de coopération. Mais là encore il serait totalement inapproprié, du point de vue de la lutte de classe menée par les travailleurs, de vouloir intervenir dans un éventuel processus de recombinaison à cet égard.

Néanmoins, en tant que militants révolutionnaires marxistes-léninistes, nous devons analyser attentivement les enjeux posés en rapport avec cette problématique. Un élément à rappeler à ce propos : En 2018 Donald Trump a, à plusieurs reprises, suggéré que les USA se retirent de l'OTAN. Compte tenu de sa manière assez personnelle de concevoir l'exercice du pouvoir, on peut penser qu'il souhaitait assumer la confrontation avec la Russie et la Chine en quelque sorte "en tête à tête". Dans l'éventualité d'une telle décision des USA de "faire bande à part", l'Europe ne renoncerait évidemment pas pour autant à ses propres visées impérialistes.

Les responsables politiques qui proposent que la France quitte l'OTAN n'ignorent pas les implications potentielles d'une telle décision. Ils tentent donc de justifier leur programme avec un discours allant au-delà de la posture naïvement pacifiste.

LFI non seulement prévoit la sortie de la France de l'OTAN dans son programme pour les élections présidentielles de 2022 ("L'avenir en commun"), mais présente cette perspective à travers une argumentation toute à fait pertinente, qui met en lumière en quoi ce choix pourrait intéresser fortement la bourgeoisie impérialiste française. Dans le cadre d'une proposition de résolution "invitant le Gouvernement à retirer la France de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord" présentée à l'Assemblée nationale, l'exposé des motifs explique[7] :

La France a, à l'heure actuelle, largement les moyens de sa défense dès lors que celle-ci n'est pas confondue avec une multiplication d'opérations extérieures sans direction stratégique. Et son inscription dans une alliance militaire permanente va à l'encontre des dynamiques du monde actuel, dans lequel les logiques de bloc ont encore moins de sens que lors de la période bipolaire de la Guerre Froide. Les alliances sont de plus en plus fluides, les contextes régionaux de plus en plus changeants, les défis communs, comme le changement climatique, de plus en plus pressants. La France jouit dans ce contexte d'un atout décisif qui est sa présence sur tous les océans. Son économie, sa souveraineté militaire et sa capacité à intégrer des coalitions sous mandat onusien, sa géographie et son rayonnement scientifique et culturel en font une puissance mondiale. Elle peut bien plus que ne le disent ceux qui la minorent pour mieux l'aligner. Elle a les prédispositions territoriales pour une diplomatie globale au service de la paix et de l'intérêt général humain. Au regard de ces réalités l'atlantisme n'offre aucune protection. Il fait office de carcan et va à l'encontre des intérêts stratégiques de notre pays. En sortant de l'OTAN, et en tournant le dos à toute alliance militaire permanente, la France ne se retrouvera pas seule, mais non alignée. La rupture avec la condescendance du "camp occidental" accroîtra la portée de ses messages. Dans les espaces stratégiques que sont la francophonie, les pays émergents, l'Afrique, l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), elle pourra pousser, avec les acteurs les proposant déjà, à des coopérations d'intérêt général - réponses à la crise écologique, alternatives au néolibéralisme, protection et accès aux biens communs de l'humanité, désarmement multilatéral etc. - sans rien céder à son indépendance de vue et d'action.

La phrase qui dit que "la France jouit dans ce contexte d'un atout décisif qui est sa présence sur tous les océans" constitue un exemple élégant d'euphémisme (définition du terme "euphémisme" : "figure de pensée par laquelle on adoucit ou atténue une idée dont l'expression directe aurait quelque chose de brutal, de déplaisant"). En tout cas Mélenchon est fidèle à une pensée qu'il se plaît à répéter au fil des ans : que la France est "la 6e puissance du monde". En 2016 par exemple[8] : "Notre patrie est la 6e puissance du monde. On ne fait ni l'euro ni l'Europe sans nous." En décembre 2021 il a tenu un meeting de campagne en

Martinique. À cette occasion il a expliqué qu'il s'agit "de se préparer à gouverner la 6e puissance économique du monde"[9]. Et il a parlé de "la question de l'autonomie des départements d'Outre-mer en général et de la Martinique en particulier". Il a affirmé que "l'autonomie était un sujet qui pouvait rassembler l'Hexagone et les territoires ultramarins". Pour préciser ce qu'il entendait par "autonomie", il a notamment parlé de "l'autonomie alimentaire, énergétique et sanitaire"... En 2011, à l'approche des élections présidentielles de 2012, il avait évoqué "la souveraineté populaire et le droit des peuples à maîtriser leur vie" - il s'agissait bien entendu de l'Europe et non pas des peuples soumis à la domination coloniale par l'impérialisme français[10].

Le PCF aussi se prononce en faveur de la sortie de la France de l'OTAN. Contrairement à LFI, la perspective est présentée du point de vue réformiste, c'est-à-dire en s'efforçant de se distancier des positions bourgeoises par l'invocation de concepts aussi "universels" que trompeurs, tels que la "sécurité collective" et la "charte de l'ONU".

PCF, programme pour les élections présidentielles de 2022 ("La France des jours heureux"), point 167 [11]

La France quittera l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (Otan) et demandera sa dissolution. Elle favorisera, en Europe et avec les États voisins, la création d'un cadre commun de coopération et de sécurité collective, lequel devra être défini par une conférence européenne aux contours larges, jusqu'à la Russie. Cette conférence devra ouvrir des négociations en vue de la signature d'un traité de coopération et de sécurité collective.

PCF, programme, point 180 [12]

La France oeuvrera à la conclusion de nouveaux accords de paix, de défense et de sécurité avec ses voisins et dans le monde. Sortie de l'OTAN, et immédiatement de son commandement intégré, elle mettra un terme aux opérations militaires extérieures et fermera ses bases hors du pays.

Ce projet est détaillé de la manière suivante[13] :

Une telle démarche doit se compléter d'une alternative concrète. Celle de la sécurité collective des peuples et des nations. La France doit ouvrir la perspective d'un nouveau traité de paix, de coopération et de sécurité collective en proposant un tel objectif aux pays européens et à leurs voisins, jusqu'à la Russie, entre autres. Soyons clairs : il ne sera pas possible que cela soit réalisé dans le cadre des mécanismes de l'Union Européenne où pèse lourd le poids des gouvernements pro-américains d'Europe de l'Est, dans le paysage politique actuel. Il s'agira donc d'une démarche proposée aux États volontaires et à leurs citoyens. Ce traité devra mettre à plat l'ensemble des sujets de tensions, par exemple avec la Russie. La négociation sera sans doute longue. L'acte final de la conférence d'Helsinki a nécessité quatre ans de discussions. Mais ce qui a été possible en pleine guerre froide l'est également aujourd'hui. Ce traité, négocié dans le cadre d'une conférence "pan-européenne", dans laquelle les mouvements citoyens auront un rôle à jouer, sera une pierre importante dans la construction d'une véritable sécurité collective humaine, et dans celle d'une sorte de maison commune allant de Paris à Moscou de paix, de coopération et de sécurité collective, sous l'égide de la charte de l'ONU.

On se demande si les auteurs de ces explications sont eux-mêmes des "doux rêveurs", ou s'ils ont eu recours à une agence publicitaire sachant persuader à merveille les clients/électeurs que le "produit" proposé est exactement ce dont ces derniers ont toujours rêvé.

Quoi qu'il en soit, les uns et les autres sont bien obligés de faire face aux événements au jour le jour. La tendance qui prévaut parmi les partis politiques dites "d'opposition" consiste à critiquer d'un côté l'OTAN, de l'autre Poutine, sans mettre en cause le capitaliste impérialiste en tant que tel.

J.-L. Mélenchon s'explique par exemple de la manière suivante[14] :

Les journalistes ont interrogé le candidat de l'Union populaire sur la guerre en Ukraine. Il a tout d'abord rappelé qu'il était de longue date pour la sortie de la France de l'OTAN et pour une France non-alignée. Il a souligné que depuis 2014 il alertait contre l'escalade en Ukraine avec l'arrivée de l'OTAN aux frontières de la Russie mais qu'il avait immédiatement condamné l'invasion russe. Le candidat de l'Union populaire a appelé à isoler Vladimir Poutine sur la scène internationale en dialoguant avec d'autres nations comme la Chine ou l'Inde. L'isoler également dans son pays en sanctionnant durement les oligarques russes et en soutenant les manifestations d'opposants à la guerre en Russie. Il a enfin proposé de faire une démonstration forte en convoquant rapidement une réunion de l'OSCE pour discuter de la sécurité en Europe.

Les positions formulées par le PCF sont similaires[15] :

La décision prise par le gouvernement russe d'envahir l'Ukraine déclenche l'une des crises les plus graves essuyées par le continent européen depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. [...] Le Parti communiste français condamne sans réserve le choix de la guerre fait par Vladimir Poutine. Si l'on ne peut taire les surenchères des États Unis et de l'Otan, qui n'ont eu de cesse de vouloir implanter de nouvelles bases aux frontières de la Russie, rien ne saurait justifier la politique de force ouverte pratiquée par le pouvoir de Moscou. [...] La communauté internationale doit isoler politiquement, diplomatiquement et économiquement le régime de Poutine, afin de le contraindre à renoncer à sa politique de force ouverte.

Les syndicats sont plutôt mal à l'aise en ce qui concerne les déclarations qui pourraient tendre vers un alignement politique partisan. Une déclaration propre à la CGT se distingue de façon positive en faisant référence aux "menées impérialistes des grandes puissances"[16] :

La CGT condamne, comme elle l'a toujours fait, les menées impérialistes des grandes puissances, l'irresponsabilité des dirigeants qui font le choix des armes plutôt que du dialogue, les cadres d'alliance militaire dont l'OTAN qui représentent une menace permanente pour la paix.

Cependant, parallèlement une déclaration intersyndicale reflétant prioritairement la vision de FO et de la CFDT mais signée également par Philippe Martinez pour la CGT cible plus précisément la seule Russie[17] :

Les confédérations syndicales CGT, FO, CFDT, CFTC et CFE-CGC dénoncent l'agression contre l'Ukraine décidée et mise en oeuvre par le gouvernement de la Russie. [...] Nous appelons à l'arrêt immédiat de cette agression et au retrait des troupes russes du territoire ukrainien.

Pour nous la position à adopter face à la question de l'OTAN, peut se résumer par les mots d'ordre suivants :

- **À bas les interventions militaires impérialistes, qui sèment la mort et la misère parmi les peuples !**
- **À bas l'OTAN et toutes les alliances militaires de "défense" collective impérialiste !**
- **Non au maquillage des alliances impérialistes sous la forme de "traités de coopération et de sécurité collective" !**

Ukraine : la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Les prises de position concernant l'Ukraine se réfèrent en particulier à l'idée de l'autodétermination des peuples, et de la souveraineté. Mais la simple évocation générale, abstraite de ces mots n'équivaut pas à une

compréhension réelle de la situation dans le contexte tel qu'il a été établi au cours du 20^e siècle, avec la révolution russe d'octobre 1917 puis la dissolution de l'ex-URSS en 1991.

Il faut aborder la question en distinguant dans le conflit actuel trois périmètres en fonction des ressorts respectifs alimentant les conflits : l'Ukraine globalement, la Crimée, le Donbass.

Pour l'Ukraine globalement l'évolution historique à travers les siècles a produit un mélange géographique entre les populations ukrainiennes et russes qui rend obsolète l'idée de créer deux entités étatiques séparées pour les Ukrainiens d'un côté et les Russes de l'autre.

Pour le Donbass et la Crimée, la prépondérance du caractère russe de la population est prononcée (plus de 70 % selon la langue maternelle). Dans le cas du Donbass, compte tenu de la contiguïté territoriale avec la Russie, on peut comprendre qu'un raisonnement selon l'unique critère de la nationalité puisse amener les habitants à souhaiter être rattachés à la Russie. Pour l'instant les événements ont conduit à l'instauration de deux Républiques populaires, de Donetsk et de Lougansk comme États souverains, mais certaines déclarations annoncent l'objectif du rattachement à la Russie. Dans le cas de la Crimée, la situation est cohérente en ce que ce territoire a été formellement intégré dans la Fédération de Russie. Par contre, ce lien - réel pour autant qu'il s'agit d'une communauté basée sur la nationalité - est fortement contrarié par le confinement qu'imposent les conditions géographiques.

Le fait est que les dirigeants des deux "républiques populaires" du Donbass font valoir des positions politiques. Pour mettre en valeur leurs projets actuels, ils se réfèrent à l'antécédent de la République soviétique de Donetsk-Krivoï Rog, dans les années 1917-1922 [18]. Par ailleurs ils mettent en avant la part importante que des combattants originaires de la région ont prise dans les opérations militaires en Afghanistan durant l'intervention de l'URSS durant la période 1979-1989.

Souveraineté, autodétermination, libre disposition

De façon générale la référence au concept d'autodétermination est utilisée à tort et à travers.

Déclaration du président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN[19] :

Nous condamnons ses actions [du président Vladimir Poutine] et celles de son régime dans les termes les plus forts et réaffirmons le soutien indéfectible de notre Assemblée à l'Ukraine, à sa souveraineté, à son intégrité territoriale et à son droit à l'autodéfense et à l'autodétermination.

Souveraineté, intégrité territoriale, autodéfense, autodétermination - tout y est. Le "droit international" tel que défini par la bourgeoisie impérialiste mondial n'est pas en manque de vocabulaire. Il faut noter en particulier que selon les experts "compétents" il n'y a pas en droit international public un droit à la sécession ni de règles s'appliquant à la déclaration unilatérale d'indépendance. Mais cela n'empêche pas les juristes chargés de se prononcer en la matière - notamment la Cour internationale de justice - de produire toutes sortes de délibérations et de conclusions pour "valider" ou "invalidier" des actes comme celui accompli par les Républiques populaires du Donbass.

L'intégration de la Crimée dans la Fédération de Russie peut être vue sous l'angle de la réunion d'une minorité nationale avec l'entité étatique propre dont la nation concernée dispose déjà. La perspective analogue s'appliquerait pour le Donbass en cas d'une décision dans le même sens. Par contre, au stade actuel des événements - la création de deux États séparés - la situation n'a rien à voir avec le droit des nationalités à leur autodétermination, à moins de laisser de côté la référence à la nation russe dans sa dimension historique, ethnique, culturelle, et de concevoir la nationalité comme un attribut purement formel attesté par un passeport émis par une de ces "Républiques populaires". Quant aux accusations contre V. Poutine formulées

au motif qu'il ne respecte pas le droit du peuple ukrainien à l'autodétermination, elles sont en décalage complet par rapport au cours de l'histoire. La question pouvait se poser ainsi à l'époque du démembrement de l'ex-URSS. Mais depuis, l'existence de l'Ukraine comme entité étatique séparée dans des frontières déterminées est une réalité : parler de "l'autodétermination" du peuple ukrainien n'a plus de sens. Si la Russie lance une campagne militaire d'invasion contre la France, faudra-t-il appeler au respect du droit à l'autodétermination du peuple français?

Toutefois, du point de vue du marxisme-léninisme, de la révolution prolétarienne, le principe du droit des nations et des peuples à la libre disposition est envisagé comme un facteur important dans la lutte contre la domination impérialiste capitaliste. La lutte des peuples opprimés pour briser le cadre des empires coloniaux a apporté une contribution importante au progrès des mouvements révolutionnaires, et les luttes de libération nationale persistent toujours. Mais quand les révoltes liées à la question nationale restent limitées à une vision étroite dépourvue de perspective progressiste, elles se réduisent en fait à un jeu de marchandages momentanés, et les acteurs s'exposent à être la proie de manipulations extérieures - manipulations qui peuvent aussi être d'emblée à l'origine des révoltes selon un scénario planifié.

Voici quelques exemples de la confusion qui règne parmi les personnalités et organisations politiques.

Antony J. Blinken, secrétaire d'État, Département d'État US[20] :

[...] cette crise [...] porte sur la souveraineté et l'autodétermination de l'Ukraine et de tous les États.

Ukraine Solidarity Campaign[21] :

Mais actuellement, c'est la Russie qui menace le droit du peuple ukrainien à l'autodétermination et remet en question sa légitimité en tant que nation indépendante.

NPA[22] :

Nous soutenons les forces sociales et politiques qui, en Ukraine, se battent à la fois contre le mépris poutinien du droit à l'autodétermination, contre la privatisation de leur pays par des oligarques et contre leur régime antidémocratique. [...] Pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Révolution permanente[23] :

L'autodétermination doit s'appliquer non seulement aux Ukrainiens qui souhaitent l'indépendance vis-à-vis de la Russie, mais aussi à ceux qui ne veulent pas se soumettre au régime tout aussi corrompu de Kiev.

SUD-Rail[24] :

Nous condamnons et dénonçons l'agression de la Russie contre l'Ukraine et exprimons notre entière solidarité avec le peuple attaqué. Pour l'autodétermination des peuples d'Ukraine et pour une Ukraine libérée des griffes de la Russie, de l'OTAN et des impérialistes américains et européens!

Or, du point de vue marxiste-léniniste il est clair la vision d'une "Ukraine libérée des griffes de la Russie, de l'OTAN et des impérialistes américains et européens" - mais restant un État fondé sur les rapports sociaux de production capitalistes - est une fiction. D'une part, on voit mal comment une telle "libération" pourrait se produire. Et d'autre part, cette référence à un panel déterminé, limité, de "méchants" pays impérialistes masque le fait que le monde entier est marqué par la domination impérialiste comme système omniprésent (y compris la Chine, n'en déplaise aux admirateurs du "socialisme de marché").

État-Nation et division de la société en classes

La plupart des positions erronées évoquées ont comme arrière-plan explicite ou implicite l'idée que l'État-Nation constitue une "valeur" essentielle et qu'il doit être pourvu d'attributs aussi essentiels : la souveraineté et l'indépendance.

La souveraineté est un concept rattaché globalement à l'État, à la Nation, au Peuple comme sujet unique de la souveraineté. Un État-Nation, par définition, est censé incarner l'indépendance de la nation concernée. Mais la question de l'indépendance peut concerner toute sorte d'aspect politique ou économique du contexte dans lequel est placé un État souverain : indépendance en ce qui concerne les denrées alimentaires, les ressources en énergie, les forces armées, etc.

Toute cette problématique se posait évidemment dans un sens particulier pour l'URSS en tant qu'État socialiste, de dictature du prolétariat. Par contre, dans le cadre du système capitaliste impérialiste mondial, elle concerne des États capitalistes, qu'il s'agisse des grandes puissances impérialistes (USA, Russie, Chine, France, Allemagne...), ou de pays comme l'Ukraine, ou la Bolivie, le Mali, le Vietnam, etc. - elle concerne donc des sociétés au sein desquelles s'opposent la classe ouvrière et la classe capitaliste. Ce fait rend inappropriées diverses revendications exprimées en référence à la "souveraineté et l'indépendance".

C'est le cas en ce qui concerne l'éventuelle sortie de la France de l'OTAN, de même que pour la sortie de l'Union européenne. À cet égard, "dedans" ou "dehors" correspond à des choix différents adoptés par la bourgeoisie impérialiste de France, en fonction des analyses qu'elle fait au sujet des avantages et inconvénients de l'une ou l'autre option. Une question similaire se pose pour l'Ukraine, bien que ce soit en quelque sorte en sens inverse : accepter d'intégrer la Russie ou vouloir rester un État à part. Il n'appartient pas aux marxistes-léninistes de trancher. Tout au plus nous pouvons constater que la tentative actuelle de remise en cause des frontières de l'Ukraine constitue un élément de plus dans le processus de déstabilisation de la situation mondiale sous l'effet des rivalités interimpérialistes.

Pour ce qui est de l'indépendance", on peut distinguer la sphère politique et la sphère économique. En politique, pour assurer la souveraineté il faut disposer de forces armées indépendantes. Mais cette indépendance en elle-même ne vaut pas grand-chose sans la capacité effective de sortir vainqueur en cas de conflit armé. Ainsi, de toute évidence la revendication de la sortie de la France de l'OTAN au nom de sa "souveraineté" impliquerait non pas une transformation des forces armées "indépendantes" en contingent réduit de "maintien de la paix", mais leur renforcement en tant qu'instrument de l'impérialisme français aux quatre coins du monde.

En matière d'économie, l'objectif de l'indépendance est tout simplement illusoire. La concurrence - entre les groupes monopolistiques ainsi que les États qui interviennent dans cette concurrence en faveur de certaines fractions du capital - se déploie sur un champ de bataille fait de dépendances et interdépendances, sur lequel il y a des compétiteurs mieux placés que d'autres mais dont aucun n'échappe à des contreparties dans les jeux d'influence et les marchandages.

La question du libéralisme, de l'antilibéralisme, de l'État-providence, du néolibéralisme représente un serpent de mer qui alimente - pour différentes raisons - les réflexions des capitalistes et de leur représentants d'un côté, des réformistes de l'autre. Fondamentalement ces discussions sont vaines. Dans l'évolution historique du système capitaliste mondial se distinguent deux phases : l'essor du capitalisme sur la base de la libre concurrence, puis la domination des monopoles. Le dosage des interventions de l'État dans le fonctionnement de l'économie n'est qu'un élément accessoire et ne fait nullement ressurgir la libre concurrence. Entretenir la nostalgie du passé ne changera rien à cette réalité. Ce constat s'applique entre autre au "modèle" qu'est aux yeux de certains le programme du Conseil national de la Résistance, de 1944, qui a pu

amener des mesures favorables aux travailleurs, mais qui lui non plus ne constituait pas une entrave au fonctionnement du capitalisme comme système économique de base en France. Et les hostilités engagées depuis quelques années dans le domaine économique entre les USA et la Chine mettent en évidence le dilemme de l'interdépendance entre les rivaux. Le président Donald Trump a énoncé sa doctrine dans les termes suivants : "Nous ne devrions pas avoir de chaînes d'approvisionnement, nous devrions avoir tout aux États-Unis"[25]. Or les commentateurs spécialisés s'expriment de manière pour le moins sceptiques. Par exemple[26] : "Les économies des deux nations [USA et Chine] sont si profondément imbriquées qu'elles rendent pratiquement impossible une séparation absolue. Le découplage constitue une menace particulière pour le secteur technologique, où la volonté de tirer parti des économies d'échelle et de réduire les coûts de production a entraîné un appareil de production technologique mondial hautement intégré."

La seule perspective d'une libération véritable pour les peuples : la révolution prolétarienne et l'édification d'une société socialiste

Cette perspective, le Parti communiste de l'Union soviétique l'a mise en oeuvre à partir de la révolution russe d'Octobre 1917. L'expérience historique fondamentale déployée sous la conduite de Lénine et de Staline a momentanément échoué. Elle finira par triompher, par la formation renouvelée des forces révolutionnaires à grande échelle capables d'éliminer la classe bourgeoise exploiteuse. Les questions de souveraineté, autodétermination, libre disposition des peuples ne peuvent être envisagées en dehors de cette vision fondée sur le marxisme-léninisme.

Staline s'est exprimé de façon clairvoyante à ce sujet[27] :

Libérées de leur "propre" bourgeoisie et de celle "étrangère", les Républiques soviétiques nationales peuvent affirmer leur existence et vaincre les forces unies de l'impérialisme seulement si elles s'unissent en une fédération étatique solide - sinon elles ne vaincront nullement. Une fédération de Républiques soviétiques, fondée sur la communauté dans les domaines militaire et économique, est cette forme générale d'association étatique qui permet d'assurer l'intégrité et le développement économique aussi bien des Républiques individuelles que de la Fédération dans son ensemble.

<http://rocml.org/>



roc.ml@laposte.net

Notes :

1. https://www.fabienroussel2022.fr/la_france_doit_agir_pour_arrêter_la_guerre_pour_la_paix_et_la_sécurité_collective

2. <https://www.cgt.fr/comm-de-presse/ukraine-contre-la-guerre-pour-la-paix-immédiate>

3. <https://www.initiative-communiste.fr/articles/europe-capital/lennemi-principal-de-la-paix-et-des-peuples-et-le-bloc-euro-atlantique-appel-du-pref-des-jrnf-du-cisc-du-rc-et-de-lanc/>

4. 24/2/2022.

<https://www.facebook.com/photo.php?fbid=1577813495909881>

5. Datée "février 2022".

<https://www.pcwf.net/resolutions-adoptees-par-les-partis-et-organisations-marxistes-leninistes-deurope-membres-de-la-cipoml/>

-
6. <https://www.initiative-communiste.fr/articles/europe-capital/lennemi-principal-de-la-paix-et-des-peuples-et-le-bloc-euro-atlantique-appel-du-prf-des-jrcf-du-cisc-du-rc-et-de-lanc/>
 7. 6/12/2021.
https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b4767_proposition-resolution
 8. 13/3/2016.
<https://twitter.com/jlmelenchon/status/709078687854039040>
 9. 17/12/2021.
<https://lafranceinsoumise.fr/2021/12/17/en-direct-meeting-de-jean-luc-melenchon-au-lamentin-melenchonmartinique/>
 10. 8/12/2011.
<https://www.humanite.fr/editorial/jean-luc-melenchon-le-candidat-anti-austerite-485630>
 11. https://www.fabienroussel2022.fr/167_la_france_quittera_l_organisation_du_trait_de_l_atlantique_nord_otan_et_demandera_sa_dissolution
 12. https://www.fabienroussel2022.fr/180_la_france_uvvrera_la_conclusion_de_nou_veaux_accords_de_paix_de_d_fense_et_de_s_curit_avec_ses_voisins_et_dans_le_monde
 13. Vincent Boulet, membre de la Commission des relations internationales du PCF, responsable aux questions européennes, 26/11/2021.
https://www.pcf.fr/rompre_avec_l_otan_pour_assurer_la_securite_collective
 14. 14/3/2022.
<https://melenchon.fr/2022/03/15/melenchon-dans-la-france-face-a-la-guerre-sur-tf1-replay/>
 15. Déclaration de l'équipe de campagne de Fabien Roussel pour les élections présidentielles, intitulée "La France doit agir pour arrêter la guerre, pour la paix et la sécurité collective", 25/2/2022.
https://www.fabienroussel2022.fr/la_france_doit_agir_pour_arrêter_la_guerre_pour_la_paix_et_la_sécurité_collective
 16. Déclaration intitulée "Pour la paix et une solution négociée en Ukraine", 25/2/2022.
<https://www.cgt.fr/actualites/international/pour-la-paix-et-une-solution-negociee-en-ukraine>
 17. Communiqué de presse intersyndical CGT, FO, CFDT, CFTC et CFE-CGC, intitulé "Ukraine : contre la guerre, pour la paix immédiate", 25/2/2022
<https://www.cgt.fr/comm-de-presse/ukraine-contre-la-guerre-pour-la-paix-immEDIATE>
 18. "En RPD, selon la tradition, commémoration de la République de Donetsk-Kryvyi Rih", 16/2/2016.
<https://topwar.ru/90942-v-dnr-po-tradicii-vspominali-o-donecko-krivorožskoy-respublike.html>
 19. 24/2/2022.
<https://www.nato-pa.int/fr/news/declaration-du-president-de-lassemblee-parlementaire-de-lotan-sur-la-nouvelle-invasion-de>
 20. 20/1/2022.
<https://www.state.gov/translations/french/les-enjeux-de-lagression-russe-pour-lukraine-et-au-dela/>
 21. 6/2/2022.
<https://aplutsoc.org/2022/02/06/non-a-la-guerre-russie-bas-les-pattes-devant-lukraine/>
 22. "À bas les guerres impérialistes! Solidarité avec les populations ukrainiennes contre l'agression militaire de Poutine!", 24/2/2022.
<https://nouveau-parti-anticapitaliste.org/communiqué/bas-les-guerres-imperialistes-solidarite-avec-les-populations-ukrainiennes-contre>
 23. "Poutine, Lénine et l'autodétermination de l'Ukraine", 26/2/2022.
<https://www.revolutionpermanente.fr/Poutine-Lenine-et-l-autodetermination-de-l-Ukraine>
 24. <http://sudrail.fr/Stop-a-l-agression-russe-en-Ukraine>

25. 10/6/2020.

<https://www.scmp.com/tech/innovation/article/3088489/tsmcs-arizona-project-us-tech-supply-chain-win-or-cautionary-tale>

26. 28/10/2021.

<https://www.lawfareblog.com/issuance-export-licenses-reveals-strategic-limits-economic-decoupling>

27. "Sur les prochaines tâches du Parti dans la question nationale", Thèses pour le 10e Congrès du PCR(B), février 1921. [Traduit de l'allemand par nous.]

J. W. Staline, Werke, Band 5, 1921-1923; Dietz Verlag Berlin, 1952; p. 19.